

## Histoire de la France contemporaine

M. Maurice AGULHON, professeur

### I. LE COURS

Il s'est déroulé du 18 novembre 1996 au 3 mars 1997, chaque lundi, à deux exceptions près, le 6 janvier (pour raison accidentelle) et le 24 février (prévue celle-là, en raison d'une mission à l'étranger).

Comme les deux années précédentes, il était hébergé par l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm (salle Dussane).

Prolongeant le cours de l'année dernière, il traitait de l'*idée de la France dans la littérature historique française au XX<sup>e</sup> siècle*. Le cours de 1995-96 nous avait menés du début du siècle à 1940, celui-ci prenait donc le problème à la deuxième guerre mondiale. La justification de ce choix de recherche et de réflexion (le dernier de notre enseignement au Collège) a été exposée dans le précédent rapport annuel, auquel on se reportera.

Ce choix remontant à deux années environ, c'est par pure coïncidence qu'il a pu prendre, à l'automne de 1996, un air d'actualité en raison du voyage du pape Jean-Paul II à Reims et du réveil des controverses sur l'origine et sur le baptême chrétiens de la France (Clovis, 496). On s'en est expliqué.

Arrivons au contenu résumé de l'enseignement.

Que la guerre, la défaite, l'Occupation aient engendré des ouvrages synthétiques et réflexifs sur la France n'est pas pour surprendre. On a ainsi examiné *Honneur et Patrie* de Lucien Febvre, ouvrage pensé sous l'Occupation, esquissé sous la forme de cours après la Libération, et tout récemment (encore une coïncidence) retrouvé dans les papiers de Braudel et livré à l'édition.

On a examiné ensuite *l'Histoire de l'Unité française* de l'historienne traditionaliste Marie-Madeleine Martin, et *l'Histoire de France* de Jacques Madaule, patriote catholique lui aussi mais de tendance démocrate-chrétienne.

Nous ne saurions reproduire ici nos analyses et commentaires, faute d'espace. Le ferons-nous quelque jour sous forme d'ouvrage, ce n'est pas certain. Ce qu'on

peut énoncer de plus clair c'est que, chez nos historiens, en particulier chez Febvre et Madaule, l'esprit de la Libération ressemble un peu à celui de l'après 1918 (voir conclusions du cours de l'an dernier) : un optimisme mesuré. La France a souffert mais elle a gagné ; elle a perdu de la puissance matérielle, elle a des alliés encombrants, mais elle a de l'idéal comme ressource virtuelle, etc. Le seul pessimisme avoué est celui du camp de la Contre-Révolution (M.M. Martin), où l'on est pessimiste depuis 1789.

Le vrai changement collectif, en matière d'historiographie, survient dans les années 1950, avec la multiplication des grandes synthèses collectives.

Ce changement est évidemment d'abord d'ordre *épistémologique*. Le lendemain de la guerre et de la Libération se trouve être contemporain de l'émergence, en attraction scientifique et en prestige, de « l'école des Annales », autour de la revue du même nom, de Lucien Febvre, de la gloire désormais posthume de Marc Bloch, de Fernand Braudel. L'accession à la dignité historique plénière des faits de civilisation et de culture entraîne non seulement la multiplication des recherches mais aussi le rééquilibrage dans un sens moins politique de l'histoire nationale globale. Bien des éditeurs, eux-mêmes plus nombreux et concurrents les uns des autres, en prennent conscience, et trouvent des historiens pour les aider à constituer des équipes d'écrivains d'histoire plus jeunes et plus novateurs. Ce n'est pas la complaisance (ni de confraternité de Collège, ni d'amitié personnelle), mais la simple vérité qui nous fait souligner la grande place tenue dans cette histoire d'historiographie par Georges Duby. Le fait que notre cours ait parfois pris l'allure d'un bilan et d'un hommage à l'historien dont le décès survint précisément à la mi-décembre de 1996 est encore une coïncidence, émouvante et triste celle-là.

En 1958, *l'Histoire de la Civilisation française* de Georges Duby et Robert Mandrou (commandée par Armand Colin en 1955) a véritablement fait date.

Significative encore la succession très rapide des deux *Histoire de France* éditées par la maison Larousse, l'ancienne, dirigée par Marcel Reinhard (1954), et la nouvelle, dirigée par Georges Duby, élaborée dans les années 60 (nous en avons été personnellement témoin) et parue en 1<sup>re</sup> édition en 1970 avec une préface à l'allure de manifeste. Nous avons comparé les deux et abouti, en gros, à la nécessité de repérer et de rapprocher, mais sans les confondre, les deux contrastes : l'ancienne équipe est plus politique, et plus optimiste au point de vue national, la nouvelle est plus « histoire-totale » et davantage sceptique ou relativiste en terme national. Révolution épistémologique et glissement idéologique.

On entre alors dans le temps de ce que nous suggérons d'appeler, dans l'édition, et pour le grand public, *l'Histoire de France éclatée*. Éclatée par localités (les grandes séries d'histoires de villes et d'histoires des régions), éclatée par thèmes ou secteurs (France rurale, puis France urbaine, aux éditions du Seuil, dirigées l'une et l'autre par G. Duby — l'Histoire de France délibérément thématique dirigée par A. Burguière et J. Revel au Seuil — *La France et les Français* de

l'Encyclopédie de la Pléiade dirigée par Michel François), éclatée enfin — faut-il dire par repères ? — avec les déjà célèbres *Lieux de Mémoires* (dir. Pierre Nora, chez Gallimard).

L'histoire (= les historiens) est débordée par l'afflux de matériaux disponibles que lui apportent les curiosités nouvelles exploitées par de bons chercheurs toujours plus nombreux ; on ne sait plus trop comment regrouper cela dans le cadre chronologique politico-national traditionnel — et peut-être n'en a-t-on plus tellement envie moralement ; on oscille entre ces deux pôles de motivation.

Et cependant il semble dans les années 1980 que la tendance se soit inversée, ou que le balancier ait tendu à revenir, de l'éclatement, vers le besoin renouvelé de construction synthétique. C'est le moment des Histoires de France (collections) telles que *La France*, dirigée par J. Favier, chez Fayard (1<sup>er</sup> volume en 1984), l'*Histoire de France* de Duby, Le Roy Ladurie, Furet et Agulhon chez Hachette (1<sup>er</sup> volume en 1987), l'une et l'autre en plusieurs volumes, et de l'*Histoire de France* en un volume de Carpentier, Lebrun et Le Goff au Seuil en 1987. Tous les auteurs et présentateurs s'expliquent et se justifient, mettant l'accent plus clairement sur le souci épistémologique, restant réservés et implicites sur la pensée du fait national. Cela se comprend d'ailleurs : l'ambition d'écrire une histoire renouvelée, enrichie, modernisée en termes de connaissance est de l'ordre de la fierté professionnelle, nous le proclamons donc ; celle de donner des conclusions sur le destin national collectif se réfère au citoyen dans sa subjectivité morale ; la tradition de l'historien de métier est donc de la tenir à l'écart.

Plus significative encore peut-être de la présence du fait national est la production de *synthèses individuelles*. Certes beaucoup d'historiens célèbres se sont abstenus d'écrire « leur » France : ni G. Duby, ni R. Mousnier, ni R. Rémond ne l'ont fait, mais assez nombreux sont tout de même ceux qui l'ont fait pour que cela attire l'attention : Louis Chevalier avec son *Histoire anachronique des Français* (1974), Guillaume de Bertier de Sauvigny, *Histoire de France* (1977), Pierre Chaunu, *La France, histoire de la sensibilité des Français à la France* (1982), Pierre Goubert, *Initiation à l'Histoire de France* (1984), sans oublier l'œuvre inachevée de Braudel, *l'Identité de la France* (1985-87).

Cela n'allait pas de soi : un historien véritable est spécialisé sur une période, et il le sait. S'il fait une histoire de France, il a conscience de connaître seulement de seconde main les n-1 chapitres dont il n'est pas spécialiste, et cela l'intimide. S'il surmonte cet obstacle, ou cette objection, c'est qu'il a existé en lui une motivation forte pour s'intéresser à la Nation et délivrer quelque message sur sa destinée.

Ces historiens sont différents, on le sait et on l'a montré. Ils semblent tous cependant avoir en commun l'idée que la France existe, qu'elle est intéressante, qu'elle mérite d'être connue, et qu'elle l'est plutôt moins par les générations nouvelles. Et regretter cette déperdition. Hommes déjà âgés, formés avant 1940 ou avant « les Trente Glorieuses », et capables de mesurer en comparant leur

enfance avec celle de « la jeunesse d'aujourd'hui » l'écart énorme des conditions de vie, des informations, et peut-être des valeurs.

Ces observations limitées jusqu'ici à des ouvrages d'histoire, écrits ou dirigés par des historiens chevronnés, nous ont très logiquement entraîné à exposer à nos auditeurs des ensembles de faits plus complexes et impliquant parfois d'autres acteurs.

Nous avons ainsi consacré les leçons suivantes à l'éclatement du débat public sur l'enseignement de l'histoire dans l'institution scolaire ; sur l'apparition véritablement explosive de la notion d'identité nationale (deux grands Colloques politiques de bord opposé, plus le livre de Braudel, ont paru sous ce titre, dans la seule année 1985) en liaison avec le problème de l'immigration ; sur le bilan à dresser de la Révolution en vue de son Bicentenaire — tout cela quelque peu aiguisé par la conjoncture politique renouvelée en 1981. Ici encore, nous ne saurions résumer toutes les analyses produites. Retenons du moins celle-ci. La confrontation des thèses opposées n'a pas correspondu autant qu'on pourrait l'imaginer avec le conflit Droite-Gauche ; on a parfois senti se dessiner aussi l'amorce d'un autre conflit entre volonté de maintenance nationale et aspiration européenne, conflit qui ne coïncide nullement avec le précédent.

En parallèle ou en interférence avec ces grands débats où les membres cultivés de la « classe politique » côtoient les historiens, ou certains historiens, l'époque récente a vu apparaître aussi ce qu'on pourrait appeler la *démystification radicale* de l'Histoire de France. Les historiens de l'historiographie étaient traditionnellement rares en France, ils sont plus nombreux désormais, et peuvent mettre une érudition très riche au service de la démolition de l'enseignement public, forcément simplificateur, et même à celle de la vulgate la plus répandue de l'histoire nationale épanouie du début du XX<sup>e</sup> siècle (Suzanne Citron, Christian Amalvi). Certes l'histoire nationale scolaire et républicaine avait été toujours critiquée par la Droite, mais la Droite épargnait du moins la Patrie. Désormais c'est plutôt d'un point de vue d'extrême-gauche que l'Université, la Droite modérée et la Gauche conformiste, plus ou moins solidaires, sont critiquées. Laissons de côté l'aspect révolutionnaire ou politique du problème pour retenir l'aspect épistémologique qui seul nous intéresse ici : l'Histoire de France est clairement montrée désormais comme une construction, qui peut se déconstruire, comme un objet intellectuel et plus ou moins social (culturel ?) qu'il faut étudier. Nous sommes dans l'ère de l'Histoire de France au second degré, en quelque sorte.

L'un de ces ouvrages-choc s'intitulait *Le mythe national* (ou *L'Histoire de France en question*, Suzanne Citron, 1987). Il n'était pas abusif de retenir ce titre pour synthétiser notre dernière série d'observations : l'apparition en histoire de la notion de *Mythologie nationale*.

Il existerait donc une « mythologie française » non pas au sens précis que lui donnaient les historiens des religions, et dont relèveraient alors seulement les Mélusine ou les Gargantua, à la rigueur les Saintes-Maries-de-la-Mer, mais une

« mythologie française » en un sens élargi, auquel appartiendraient Vercingétorix, Jeanne d'Arc ou Napoléon, c'est-à-dire des êtres qui ont peut-être plus pesé sur l'histoire de France par leurs légendes posthumes que par les « faits » accomplis de leur vivant ?

Peu importe que ces légendes soient fausses. L'historien d'aujourd'hui distingue certes le Vrai du Faux, et il raconte le Vrai ; mais il ne rejette pas le Faux comme digne d'être honteusement oublié, il le récupère comme élément actif dans l'indispensable second degré du récit.

Il est évident que nous retrouvons là encore l'entrelacement de deux tendances générales, l'une, toute politique, la crise du sentiment national, qui en favorise la critique et l'hypercritique, l'autre, tout intellectuelle, qui ressortit à l'essor de l'histoire des mentalités collectives.

Nous avons donc consacré les dernières leçons à la notion de *mythologie nationale*, l'examinant chez les théoriciens (Dontenville, Barthes, Girardet), signalant aussi sa présence, et sa popularisation, par la critique, la dérision... ou l'attendrissement, chez des auteurs que le succès commercial a consacrés, le Gaston Bonheur de *Qui a cassé le Vase de Soissons ?* ou le San Antonio (Frédéric Dard) de *l'Histoire de France selon Bérurier*.

Nous avons beaucoup parlé dans ce rapport de coïncidences. Il s'en est trouvé une dernière pour finir. Bien que je sois membre et même vice-président de la Société d'Ethnologie française, je n'avais été pour rien dans la décision prise par le Musée national des Arts et Traditions populaires de consacrer une exposition au célèbre héros de bande dessinée Astérix le Gaulois.

Or l'événement fut pertinent pour nous. La grande série de BD de Goscinny et Uderzo a eu un tel succès de notoriété qu'elle repose la question du mythe gaulois dans l'histoire de France. Mais certainement pas pour renouveler Vercingétorix ! Le héros arverne est le plus célèbre vaincu de notre histoire. Or Astérix est, par convention, invincible (la potion magique). Il ne possède qu'un village, « l'irréductible gaulois », mais il résiste à jamais aux Romains, qui constituent le monde environnant, ou le monde tout court. Comment alors ne pas voir l'analogie avec le retournement de la sensibilité et de la mythologie françaises que de Gaulle a fait plus ou moins accepter à la France ? Nous ne sommes plus une nation impériale (nous n'en avons plus les moyens), soyons donc fiers du moins d'être la nation anti-impériale, celle de la résistance à... (à qui l'on voudra : l'OTAN, l'Europe ou la mondialisation).

L'historiographie contemporaine, et son dérivé la mythologie contemporaine, ne sont donc pas tout à fait sans rapports avec le déroulement de l'histoire au sens factuel du mot.

La dernière leçon, le 3 mars, a résumé ce qui précède et exposé les impressions et réflexions que nous avaient inspirées les onze années passées au Collège, et dont nous donnions alors la dernière manifestation publique.

Cette leçon terminale ayant été imprimée, nous y renvoyons le lecteur avant de passer à la suite de ce rapport.

## II. LE SÉMINAIRE

Tenu lui aussi à l'École Normale, dans une petite salle, le lundi à 17 h (même calendrier exactement que celui du Cours), il a comme chaque année pris pour objet général l'imagerie et la symbolique politiques, avec nos trois subdivisions usuelles : l'observation au jour le jour du phénomène « Marianne » et de ses transformations récentes — l'analyse de notre fichier de monuments de l'allégorie féminine en place publique (voir rapports précédents) — l'écoute d'exposés de chercheurs travaillant hors de France sur des sujets plus ou moins comparables.

Les exposés comparatifs ont été ceux de M. Pierre Bonte, le 13 janvier, sur Marianne et Germania à propos de l'exposition de Berlin, que l'on verra à Paris à la fin de 1997, et de nos collègues Jordi Canal (Université de Gérone) sur l'Espagne, le 27 janvier, et Marie-Claude Genet-Delacroix (Université de Reims) sur l'art politique en Europe centrale et orientale, le 3 mars.

Les analyses statistiques du fichier de monuments provinciaux ont comme les années précédentes été préparées et présentées par M. Patrick Laurens, ingénieur au Collège de France, notre assistant de recherche. Ils constituent peu à peu les pièces d'un ouvrage qui achèvera de s'élaborer au Collège avec le concours d'autres équipes d'iconographie et d'informatique de la maison, et que nous signerons ensemble (9 décembre, 20 janvier, 17 février).

Quant aux « observations diverses » (toutes les autres séances), elles étaient de notre responsabilité tout à fait directe, avec parfois cependant des apports extérieurs très précieux malgré (ou à cause de ?) leur pittoresque, telle l'étude des réponses à un questionnaire sur la perception des monuments de Paris par un groupe d'étudiants de DEUG (Évelyne Cohen, Université de Paris VII) ou la composition (et l'exécution par guitare et chant) d'une chanson érotico-politique adressée à « Marianne », œuvre d'un de nos anciens élèves, professeur d'histoire dans un lycée parisien, et aussi chansonnier amateur.

Tout cet ensemble ajouté à celui des années précédentes nourrira un ouvrage qui devrait paraître en 1998.

## III. PUBLICATIONS

Pas de *livres* nouveaux au 1<sup>er</sup> juillet 1997. Citons cependant, puisque nous n'aurons pas à écrire de « résumé de cours et travaux » l'an prochain, l'ouvrage que nous venons d'achever pour la « Bibliothèque du citoyen » des Presses de Science Po : *Coup d'État et République*. Hachette d'autre part rééditera *La République de 1880 à nos jours* (publiée en 1990) avec un chapitre nouveau,

également achevé, portant sur la période 1981-1995. Les deux parutions sont prévues pour septembre 1997.

*Les ouvrages collectifs* de l'année contenant une ou plusieurs contributions de notre part, celles-ci entre guillemets, ont été :

*L'esprit des lieux, le patrimoine et la cité*, dir. D. Grange et D. Poulot, actes d'un Colloque, « Les statues de grands hommes constituent-elles un patrimoine ? ».

*Le goût de l'histoire, des idées et des hommes, Mélanges J.P. Aguet*, dir. A. Clavien et B. Müller, « Victor Hugo et l'école ».

*Science et conscience du patrimoine*, dir. P. Nora, actes des Entretiens du Patrimoine 1994, « L'historien et la rencontre de l'objet, l'exemple de la République en sculpture ».

*Pour une histoire culturelle*, dir. J.-P. Rioux et J.-F. Sirinelli, « Marianne, objet de culture ? ».

*Guide des Musées Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Hazan éd., « Provence, un grand nom, mille visages ».

*Trésors de la Monnaie*, Monnaie de Paris, « Les médailles populaires de 1848 ».

Et surtout *L'histoire grande ouverte, hommages à Emmanuel Le Roy Ladurie*, « De Gaulle et quelques (autres) monuments », et *Mélanges Michel Vovelle, Sur la Révolution, approches plurielles*, « Nouvelles notes sur de Gaulle et la Révolution ».

Nous avons écrit l'*Introduction* commentaire à deux éditions d'anciens textes, *Thiers à l'Académie* et dans *l'Histoire* par Émile Ollivier, et *Les propos d'un Normand de 1911*, par Alain.

Nous avons écrit la *préface* de *Histoire de France 1750-1995* (Toulouse), dir. René Souriac — de *La rue, lieu de sociabilité ?* Colloque de Rouen, dir. A. Leménorel — et surtout de *La libre-pensée en France 1848-1940* de Jacqueline Lalouette.

Nous avons publié des notes ou articles dans les *Revue*s suivantes :

— *Communisme*, n° 45-46 — *Vingtième Siècle*, n° 53 — Jean Jaurès, *Cahiers trimestriels*, n°s 138 et 141 — *Historiens et géographes*, n° 357 — *Provence historique*, n° 187 — *L'Histoire*, n° 205 — *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 116-117 — *Ethnologie française*, 1997-1 — et nous attirons plus spécialement l'attention sur les trois suivants : « Adolphe Thiers » dans *Célébrations nationales 1997* (Ministère de la Culture) — « L'impossible compréhension ? » dans « Michel Foucault, Surveiller et punir : la prison vingt ans après », numéro spécial de *Société et représentations*, n° 3 — « Georges Duby », notice dans *Universalis*, 1997.

## IV. CONGRÈS, COLLOQUES, CONFÉRENCES

Nous avons donné des exposés de *séminaire* sur divers sujets de notre compétence dans les universités de Marne-la-Vallée (8 janvier), Nanterre (21 janvier), et Reims (19 mars). Nous avons donné des conférences de *vulgarisation* à Paris (Bibliothèque des Amis de l'Instruction publique du 3<sup>e</sup> arrondissement) le 16 janvier, et à Lyon III (Cercle René Cassin) le 6 mars. Nous avons effectué une tournée de conférences de vulgarisation pour grand public aux USA dans le cadre de l'*Alliance française*, 6 conférences du 20 avril au 1<sup>er</sup> mai, plus une, au passage, à l'Université de Californie à Berkeley.

Nous avons participé à des réunions *mi-historiques mi-commémoratives* à Marseille, sur Pierre Guiral, le 19 octobre, à Aix, sur l'historien Mignet, le 15 novembre, à Paris III<sup>e</sup>, sur Eugène Spuller, le 4 décembre, à Clamecy, sur les insurgés républicains de Décembre 1851, le 24 Mai. Nous avons participé au *Colloque pédagogique* sur les « valeurs » à l'école, avec une importante conférence, qui sera publiée, à l'IUFM de Lyon, le 2 Avril.

Enfin et surtout, trois *Colloques scientifiques*, à Rostock (All.) les 4 et 5 octobre sur les mythologies politiques contemporaines, à l'École française de Rome les 20-22 février sur la politisation des campagnes dans l'Europe méditerranéenne, et à Paris, Musée des Arts et Traditions populaires, le 25 février sur la bande dessinée et le mythe gaulois.

Les publications, avec des contributions de notre part, sont en cours.

## V. DIRECTIONS DE THÈSES ET DIVERS

Nous n'avons plus de thèse à diriger, nos deux derniers élèves en retard ayant été confiés à d'autres collègues de Paris I.

Nous avons cependant encore participé, comme président, le 19 juin, à un jury à Toulouse le Mirail, et une autre soutenance, qui sera la dernière, est prévue cet automne à l'EHESS.

Nous avons été mis au nombre des Présidents d'honneur de la *Société d'histoire de la Révolution de 1848*, et nous assurons toujours la présidence du Jury du Prix de l'Assemblée Nationale.